

Art. 3. Un article 16bis, libellé comme suit, est inséré dans les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 :

« Art. 16bis. La section statue par voie d'arrêts sur les plaintes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Chambre des représentants :
Document parlementaire. — Proposition de loi, n° 1084/1.
Session ordinaire 1997-1998.

Chambre des représentants :
Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1084/2 à 5. — Rapport, n° 1084/6. — Texte adopté par la Commission, n° 1084/7. — Amendements, n°s 1084/8 à 12. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1084/13. — Amendements, n° 1084/14.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :
Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1084/15 à 18. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1084/19. — Amendements, n°s 1084/20 et 21. — Rapport complémentaire, n° 1084/22. — Texte adopté par la Commission, n° 1084/23. — Amendements, n° 1084/24. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1084/25.

Annales de la Chambre. — Discussion et adoption, séances des 9 et 15 juillet, 9 et 10 décembre 1998.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1197/1. — Amendements, n° 1-1197/2. — Rapport, n° 1-1197/3. — Texte corrigé par la Commission, n° 1-1197/4. — Amendements, n°s 1-1197/5. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1-1197/6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption, séances des 3 et 4 février 1999.

Art. 3. In de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 16bis. De afdeling doet uitspraak, bij wijze van arresten, op de klachten die zijn ingediend met toepassing van artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire bescheid. — Wetsvoorstel, nr. 1084/1.
Gewone zitting 1997-1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nr. 1084/2 tot 5. — Verslag, nr. 1084/6. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1084/7. Amendementen, nrs. 1084/8 tot 12. Advies van de Raad van State, nr. 1084/13. — Amendementen, nr. 1084/14.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1084/15 tot 18. — Advies van de Raad van State, nr. 1084/19. — Amendementen, nrs. 1084/20 en 21. — Aanvullend verslag, nr. 1084/22. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1084/23. — Amendementen, nr. 1084/24. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1084/25.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 9 en 15 juli, 9 en 10 december 1998.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1197/1. — Amendementen, nr. 1-1197/2. — Verslag, nr. 1-1197/3. — Tekst verbeterd door de Commissie, nr. 1-1197/4. — Amendementen, nr. 1-1197/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1-1197/6.

Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 3 en 4 februari 1999.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 771

[S - C - 99/12101]

28 FEVRIER 1999

Loi portant certaines mesures en matière d'élections sociales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. L'article 24 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 24. § 1^{er}. Les employeurs, les travailleurs, les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres peuvent introduire auprès des juridictions du travail une action tendant à trancher tout différend relatif à la présente section ou à ses arrêtés d'exécution.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 771

[S - C - 99/12101]

28 FEBRUARI 1999

Wet houdende sommige maatregelen inzake sociale verkiezingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 24 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 24. § 1. De werkgevers, de werknemers, de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve organisaties van kaderleden kunnen bij de arbeidsgerechten een vordering instellen tot beslechting van alle geschillen in verband met deze afdeling en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Les actions visées au § 1^{er} sont soumises aux règles de procédure suivantes :

1° les actions sont introduites par requête écrite, envoyée par lettre recommandée ou déposée au greffe de la juridiction compétente;

2° les délais pour introduire les actions sont soumis aux dispositions des articles 52 et 53 du Code judiciaire; le jour d'envoi de la lettre recommandée à la poste ou du dépôt de la requête au greffe doit coïncider au plus tard avec le dernier jour de ces délais;

3° la partie requérante est tenue de déposer in limine litis, au greffe de la juridiction du travail saisie, l'identité et l'adresse complète des parties intéressées; il faut entendre par adresse complète, le lieu du domicile ou de la résidence principale ou le lieu habituel du travail;

4° la juridiction du travail saisie statue, sans préliminaire de conciliation, après avoir entendu ou dûment appelé les parties intéressées;

5° les jugements et arrêts sont notifiés par pli judiciaire à l'employeur, aux travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des cadres intéressés ainsi qu'aux personnes expressément déterminées par la présente loi;

6° les organisations représentatives des travailleurs et les organisations représentatives des cadres peuvent se faire représenter par un délégué, porteur d'une procuration écrite, devant les juridictions du travail; celui-ci peut accomplir au nom de l'organisation à laquelle il appartient les diligences que cette représentation comporte, introduire une requête, plaider et, recevoir toutes communications relatives à l'introduction, l'instruction et au jugement du litige.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par partie intéressée, toute personne, organisation représentative des travailleurs ou organisation représentative des cadres mise en cause dans le cadre de la procédure.

§ 3. Le Roi peut déterminer dans quel délai les actions visées au § 1^{er} doivent être introduites. Il peut également déterminer s'il peut être interjeté appel ou opposition et dans quel délai, et dans quel délai les juridictions du travail rendent leur décision. »

Art. 3. L'article 79 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 79. § 1^{er} Les employeurs, les travailleurs et les organisations représentatives des travailleurs peuvent introduire auprès des juridictions du travail une action tendant à trancher tout différend relatif à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les actions visées au § 1^{er} sont soumises aux règles de procédure suivantes :

1° les actions sont introduites par requête écrite, envoyée par lettre recommandée ou déposée au greffe de la juridiction compétente;

2° les délais pour introduire les actions sont soumis aux dispositions des articles 52 et 53 du Code judiciaire; le jour d'envoi de la lettre recommandée à la poste ou du dépôt de la requête au greffe doit coïncider au plus tard avec le dernier jour de ces délais;

3° la partie requérante est tenue de déposer in limine litis, au greffe de la juridiction du travail saisie, l'identité et l'adresse complète des parties intéressées; il faut entendre par adresse complète, le lieu du domicile ou de la résidence principale ou le lieu habituel du travail;

4° la juridiction du travail saisie statue, sans préliminaire de conciliation, après avoir entendu ou dûment appelé les parties intéressées;

5° les jugements et arrêts sont notifiés par pli judiciaire à l'employeur, aux travailleurs intéressés, aux organisations représentatives des travailleurs intéressés ainsi qu'aux personnes expressément déterminées par la présente loi;

6° les organisations représentatives des travailleurs peuvent se faire représenter par un délégué, porteur d'une procuration écrite, devant les juridictions du travail; celui-ci peut accomplir au nom de l'organisation à laquelle il appartient les diligences que cette représentation comporte, introduire une requête, plaider et, recevoir toutes communications relatives à l'introduction, l'instruction et au jugement du litige.

§ 2. De in § 1 bedoelde vorderingen zijn onderworpen aan volgende procedureregels :

1° de vorderingen worden ingeleid bij verzoekschrift, verzonden bij aangetekende brief aan of neergelegd bij de griffie van het bevoegd gerecht;

2° de termijnen om de vorderingen in te stellen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 52 en 53 van het Gerechtelijk Wetboek; de dag van verzending van een ter post aangetekende brief of van de neerlegging van het verzoekschrift ter griffie moet uiterlijk met de laatste dag van deze termijnen samenvallen;

3° de eisende partij is ertoe gehouden, in limine litis, bij de griffie van het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is, de identiteit en het volledig adres van de betrokken partijen neer te leggen; onder volledig adres wordt verstaan, de woonplaats of de voornaamste verblijfplaats of de gewone plaats van tewerkstelling;

4° het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is doet uitspraak zonder voorafgaande verzoening, na de betrokken partijen te hebben gehoord of behoorlijk te hebben opgeroepen;

5° de vonnissen en arresten worden bij gerechtsbrief ter kennis gebracht aan de werkgever, aan de betrokken werknemers, aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties en aan de betrokken representatieve organisaties van kaderleden alsmede aan de personen uitdrukkelijk bepaald door deze wet;

6° de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve organisaties van kaderleden mogen zich voor de arbeidsgerechten laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde, houder van een geschreven volmacht; deze mag namens de organisatie waartoe hij behoort alle handelingen verrichten die bij deze vertegenwoordiging behoren, een verzoekschrift indienen, pleiten, en alle mededelingen ontvangen betreffende de rechtsingang, de behandeling en de berechting van het geschil.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder betrokken partij worden verstaan, elke persoon, representatieve werknemersorganisatie of representatieve organisatie van kaderleden die in het kader van de procedure in het geding wordt betrokken.

§ 3. De Koning kan bepalen binnen welke termijn de in § 1 bedoelde vorderingen moeten worden ingesteld. Hij kan eveneens bepalen of er hoger beroep of verzet kan worden aangetekend en binnen welke termijn, en binnen welke termijn de arbeidsgerechten uitspraak doen. »

Art. 3. Artikel 79 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 79. § 1. De werkgevers, de werknemers en de representatieve werknemersorganisaties kunnen bij de arbeidsgerechten een vordering instellen tot beslechting van alle geschillen in verband met deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 2. De in § 1 bedoelde vorderingen zijn onderworpen aan volgende procedureregels :

1° de vorderingen worden ingeleid bij verzoekschrift, verzonden bij aangetekende brief aan of neergelegd bij de griffie van het bevoegd gerecht;

2° de termijnen om de vorderingen in te stellen zijn onderworpen aan de bepalingen van de artikelen 52 en 53 van het Gerechtelijk Wetboek; de dag van verzending van een ter post aangetekende brief of van de neerlegging van het verzoekschrift ter griffie moet uiterlijk met de laatste dag van deze termijnen samenvallen;

3° de eisende partij is ertoe gehouden, in limine litis, bij de griffie van het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is, de identiteit en het volledig adres van de betrokken partijen neer te leggen; onder volledig adres wordt verstaan, de woonplaats of de voornaamste verblijfplaats of de gewone plaats van tewerkstelling;

4° het arbeidsgerecht waarbij de zaak aanhangig is doet uitspraak zonder voorafgaande verzoening, na de betrokken partijen te hebben gehoord of behoorlijk te hebben opgeroepen;

5° de vonnissen en arresten worden bij gerechtsbrief ter kennis gebracht aan de werkgever, aan de betrokken werknemers, aan de betrokken representatieve werknemersorganisaties alsmede aan de personen uitdrukkelijk bepaald door deze wet;

6° de representatieve werknemersorganisaties mogen zich voor de arbeidsgerechten laten vertegenwoordigen door een afgevaardigde, houder van een geschreven volmacht; deze mag namens de organisatie waartoe hij behoort alle handelingen verrichten die bij deze vertegenwoordiging behoren, een verzoekschrift indienen, pleiten en alle mededelingen ontvangen betreffende de rechtsingang, de behandeling en de berechting van het geschil.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il faut entendre par partie intéressée, toute personne ou organisation représentative des travailleurs mise en cause dans le cadre de la procédure.

§ 3. Le Roi peut déterminer dans quel délai les actions visées au § 1^{er} doivent être introduites. Il peut également déterminer s'il peut être interjeté appel ou opposition et dans quel délai, et dans quel délai les juridictions du travail rendent leur décision. » .

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents Parlementaires. - Projet de loi, n° 1857/1. - Rapport, n° 1857/2.

Annales de la Chambre. - Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 janvier 1999.

Sénat.

Documents Parlementaires. - Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1248/1. - Rapport, n° 1-1248/2.

Annales du Sénat. - Discussion et adoption. Séances des 10 et 11 février 1999.

Voor de toepassing van het eerste lid moet onder betrokken partij worden verstaan, elke persoon of representatieve werknemersorganisatie die in het kader van de procedure in het geding wordt betrokken.

§ 3. De Koning kan bepalen binnen welke termijn de in § 1 bedoelde vorderingen moeten worden ingesteld. Hij kan eveneens bepalen of er hoger beroep of verzet kan worden aangetekend en binnen welke termijn, en binnen welke termijn de arbeidsgerechten uitspraak doen. » .

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone Zitting 1998-1999:*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. - Wetsontwerp, nr. 1857/1. - Verslag, nr. 1857/2.

Handelingen van de Kamer. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 januari 1999.

Senaat.

Parlementaire Stukken. - Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1248/1. - Verslag, nr. 1-1248/2.

Handelingen van de Senaat. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 10 en 11 februari 1999.

F. 99 — 772

[S - C - 99/12138]

5 MARS 1999. — Loi relative aux élections sociales

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Report des élections sociales de l'année 1999 à l'année 2000*

Art. 2. La durée des mandats des délégués du personnel et des délégués de l'employeur au sein des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail, qui ont été institués ou renouvelés à la suite des élections sociales précédentes de 1995, est prolongée jusqu'à la date de l'installation des nouveaux membres des conseils et des comités à la suite des prochaines élections sociales.

Le Roi fixe la date des prochaines élections des délégués du personnel. Ces élections doivent avoir lieu au cours de l'année 2000.

N. 99 — 772

[S - C - 99/12138]

5 MAART 1999. — Wet met betrekking tot de sociale verkiezingen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Uitstel van de sociale verkiezingen van het jaar 1999 tot het jaar 2000*

Art. 2. De duur van de mandaten van de personeelsafgevaardigden en van de werkgeversafgevaardigden in de ondernemingsraden en in de comités voor preventie en bescherming op het werk, die opgericht of vernieuwd werden na de vorige sociale verkiezingen van 1995, wordt verlengd tot de datum van de installatie van de nieuwe leden van de raden en de comités naar aanleiding van de eerstkomende sociale verkiezingen.

De Koning bepaalt de datum van de eerstkomende verkiezingen van de personeelsafgevaardigden. Die verkiezingen dienen plaats te hebben tijdens het jaar 2000.